



LES VALEURS OLYMPIQUES

OTTAVIO CINQUANTA

Représentant FI • ISU – International Skating Union



TEXTE ORIGINAL EN ANGLAIS

Lorsque nous parlons de l'avenir du Mouvement olympique, il nous faut nous demander, dans une certaine mesure, comment le changement au sein de nos communautés et de nos régions affectera nos valeurs actuelles et celles des générations futures. Les relations de la société contemporaine à l'égard de la pluralité, de la jeunesse, de l'éducation, de la culture, de l'éthique et de l'effort ne cessent d'évoluer. Nous accompagnons ces changements par le sport. Et, à titre de contribution, nous transmettons, entre autres nombreuses valeurs olympiques, un esprit d'intégration, la joie et le respect, dans le but de forger un exemple. La présente intervention n'a pas pour objet d'énumérer les problèmes – aussi courte soit cette liste – mais de soumettre quelques propositions concrètes ou plutôt, à ce stade, des idées susceptibles de suggérer une méthode constructive.

Toutefois, s'atteler à la résolution de la question est presque aussi osé que de relever le défi lui-même. Pour ne donner qu'un exemple, avant de préciser quelques-unes des propositions, prenez le concept d'universalité. Les Jeux contribuent-ils suffisamment à cette valeur dans le contexte contemporain? Est-il suffisant de simplement développer la sensibilisation au niveau du monde entier, en ayant pour but de faciliter la pratique sportive dans le plus grand nombre de pays afin qu'ils deviennent progressivement capables de prendre part à des compétitions de haut niveau – une fois bien entendu qu'ils ont atteint le niveau technique adéquat. Cet objectif est-il atteignable ou même pertinent à une époque où le coût du sport ne cesse de croître? Il est possible que l'universalité et la notion de son développement soient confrontées à des limites économiques et géographiques.

Le Comité International Olympique (CIO), qui tient cet important Congrès ici dans la belle ville de Copenhague, fournit une aide considérable à de nombreux secteurs du sport. Il participe directement à une manifestation de premier plan tous les deux ans : les Jeux Olympiques d'été et d'hiver. Précisons immédiatement que la possibilité d'intervenir dans le programme ou l'organisation des Jeux relève strictement de sa politique. Ce que nous allons proposer ici à titre d'idées devra naturellement être correctement évalué par les organes du CIO concernés.

Pour en revenir à la question économique telle qu'elle se rapporte à l'universalité, prenons le contexte financier de la candidature olympique.

Il est indéniable qu'il est coûteux de préparer un projet viable en tant que ville requérante, puis de ville candidate et enfin pour être en position de recevoir le plus grand nombre de voix et devenir la ville hôte des Jeux Olympiques. Nul doute que dans cette procédure, certains pays disposent de ressources plus conséquentes et bénéficient donc d'un avantage.

Souvent, dans sa proposition, une ville candidate comprend le coût des infrastructures alors qu'un pourcentage significatif des dépenses prévues n'est pas directement lié au sport.

La question que nous pouvons dès lors nous poser est celle-ci : est-il vraiment obligatoire que le programme complet des Jeux Olympiques se déroule dans une seule ville, une région ou même un seul pays?

L'expérience a montré que des pays importants, y compris ceux qui ont particulièrement contribué au développement du sport, pourraient ne jamais avoir ni la chance ni l'honneur d'organiser les Jeux Olympiques, étant donné l'impossibilité dans laquelle ils sont de relever seuls le défi financier que cela représente. Surtout, nombre de petits pays sont définitivement exclus du rêve d'être les organisateurs de Jeux Olympiques et il en est d'autres qui ne présentent pas les caractéristiques nécessaires pour organiser un programme complet.

Les trois aspects suivants – coût du sport, coût d'organisation des Jeux Olympiques et nombre limité de pays disposant des fonds, du territoire et des caractéristiques nécessaires pour devenir hôtes olympiques – suggéreraient qu'un autre modèle d'organisation pourrait être trouvé, qui verrait le programme des Jeux partagé entre deux ou trois pays.

Ceci pourrait avoir les avantages évidents suivants :

1. Si les Jeux devaient être tenus sur un territoire où deux ou trois pays sont à proximité les uns des autres, il deviendrait possible de satisfaire le rêve de plus de personnes et de populations aux langues diverses et aux origines culturelles et ethniques variées.
2. Le coût pourrait être absorbé plus aisément.
3. Les pays dits petits ou ceux manquant des caractéristiques nécessaires pour organiser un programme complet pourraient finalement se retrouver à même de prendre une part directe à l'organisation des Jeux.

Si vous le permettez, je passe maintenant à un autre point qui relève strictement de l'universalité telle qu'elle se conçoit traditionnellement.

Jusqu'à présent, en ce qui concerne les résultats, les médias classent les pays participant aux Jeux en fonction des médailles obtenues, la médaille d'or ayant toujours la priorité.

On a bien conscience qu'il ne s'agit pas là d'une initiative du CIO ; néanmoins, et dans le but de renforcer l'effet d'universalité et de donner aux pays dits petits un objectif susceptible d'accroître leur motivation, le CIO pourrait peut-être pour la première fois instituer un système de classement par points. Ces derniers seraient accordés aux athlètes et équipes placés, disons, dans les dix premiers du résultat final.



Le principe n'est pas nouveau en soi puisque le CIO, outre les médailles, décerne déjà des diplômes. Toutefois, si le critère d'attribution de points mentionné était retenu, davantage de pays auraient la possibilité de parvenir sur le devant de la scène ou du moins serait-il plus cohérent de dire que plus de pays seraient incités à progresser.

En effet, pour parvenir à une bonne place sur la liste, il ne serait plus nécessaire d'avoir un médaillé, puisque les athlètes et les équipes seraient décomptés jusqu'à la dixième place.

Bien entendu, les conditions et règles adéquates auront à être élaborées par le CIO. En effet, si l'idée était acceptée, ce serait la première fois que les pays participant à la manifestation du CIO, les Jeux, seraient classés sur la base de points que celui-ci aurait déterminés.

En conclusion, les propositions qui viennent d'être formulées ont pour but d'adapter notre modèle de manifestation de premier plan au contexte financier mondial afin de renforcer les valeurs olympiques. En s'efforçant d'œuvrer dans cette voie, nous cherchons essentiellement à protéger l'Olympisme et les principes éthiques universels énoncés dans notre Charte. Notre société évolue en permanence, c'est pourquoi une réflexion active est la garantie de l'esprit des Jeux.

Je vous remercie de votre attention.